

-- Discours au Congrès du PSN, Couvet, le 11 avril 1978 --
 "Une politique étrangère suisse au service de la paix"

Je suis trois fois heureux :

— Heureux de cette tribune que m'offre le Congrès de printemps du Parti socialiste neuchâtelois pour tenir mes premiers propos officiels de politique étrangère depuis mon entrée en fonction le 1er février 1978.

— Heureux de m'exprimer devant des amis, si je puis le dire sans risquer de compromettre personne !

— Heureux, enfin, de prendre la parole au terme d'un ^{COUPS} Congrès intéressant, varié, copieux et bien vivant, dans ce Val de Travers qui m'a toujours accueilli, comme Président du Grand Conseil, comme Conseiller aux Etats, et, aujourd'hui, comme Conseiller fédéral, avec une chaleur, une amitié... et une Fée...rie !!! à nulles autres pareille.

Je constate, à l'intention des prophètes de malheur, que la situation de la Suisse ne s'est pas aggravée depuis le 1er février 1978. Nous n'avons été entraînés dans aucune guerre mondiale, aucun régime totalitaire ne s'est installé à nos frontières, aucun pays, même producteur de pétrole, n'a rompu ses relations avec nous. Sur la base des remarques et admonestations qui m'ont été ~~très~~^{si} aimablement adressées par certains politiciens^x et par une certaine presse au début de mon activité de Conseiller fédéral, avouez que j'ai de quoi ne pas être trop inquiet !

x Pour "ce cher Jigari" Luc De Buron.

- 2 -

J'apprécie de pouvoir parler de politique extérieure dans des circonstances telles que celle-ci, car je suis convaincu qu'il est essentiel, pour des citoyens soucieux de la vie publique, de s'intéresser à cette politique étrangère qui concerne chacun d'entre nous et qui ne doit pas être l'apanage de quelques spécialistes pontifiants.

Au plan strictement personnel, je suis aussi heureux d'avoir survécu au régime quasi militaire qu'on m'a infligé et qui n'est pas encore parvenu à me décourager, malgré des tentatives répétées. Vous pouvez en juger : le premier jour, j'ai reçu une masse de documents de toutes sortes que personne, au DPF, n'était autorisé à me remettre avant ce 1er février 1978, à 00h00, sans doute parce que, jusqu'au 31 janvier à 24h00, j'étais un dangereux personnage, un risque pour la sécurité intérieure et extérieure de la Confédération. Entré, ce 1er février 1978, à 07h00, au Palais fédéral - ne n'ose dire à mon bureau, car celui-ci était encore livré aux femmes de ménage -, j'en suis ressorti à dix-neuf heures trente, après ^{une séance} dix heures de séance du Conseil fédéral suisse, dont la moitié fut consacrée au nouveau régime financier fédéral.

Depuis lors, c'est le défilé permanent ^{Jean-Claude Veys} [de chefs de mission] étrangers accrédités en Suisse, d'ambassadeurs suisses curieux de voir leur nouveau patron, de séances à n'en plus finir, pour prendre connaissance de dossiers courants et de cas précis à régler - dont ceux de Michel Kürsner et d'André Kümmerling - ce qui représente, en moyenne, un horaire quotidien comportant une dizaine de postes - visites, séances, déjeuners, dîners et prestations protocolaires, contacts avec la presse, etc.

- 3 -

Voilà un bref aperçu d'un certain "tourbillon fédéral".

L'intensité des charges quotidiennes ne doit cependant pas détourner un chef du Département politique fédéral de rechercher de manière à la fois systématique et substantielle quelles actions, quelles initiatives, quelles méthodes lui permettraient de dynamiser notre politique étrangère - quelles options s'offrent à nous - bref, pour paraphraser un homme politique voisin, quel serait "le bon choix" pour la Suisse dans le secteur de la politique étrangère.

Je ne prétends pas du tout, en si peu de temps, être arrivé à des conclusions définitives, mais il n'est pas prématuré, je pense, de vous faire part, dès à présent, des grandes lignes des quelques orientations, des quelques impulsions que j'aimerais donner à notre politique extérieure. Vous constaterez vous-mêmes qu'elles ne sont pas tout à fait en contradiction avec les idées que développe le Parti socialiste.

Il y a tout d'abord la question de l'entrée de la Suisse à l'ONU, approuvée par le Conseil des Etats et dotée d'un mandat prioritaire donné par le Conseil national au Conseil fédéral. Nous devons maintenant établir le compte à rebours, le calendrier d'une campagne qui doit culminer avec la votation populaire sur l'adhésion. J'ai pu me convaincre de l'état d'infériorité dans lequel nous nous trouvons du seul fait de notre non-appartenance à l'ONU : il s'agit, pour la Suisse, de regagner son rang, de manière à pouvoir mieux servir la "communauté internationale" conformément à sa plus généreuse vocation, et aussi à mieux servir la "communauté nationale".

CSCF [Belgique]
Conseil de l'Europe: 27-29.4.1977

- 4 -

Dans deux domaines, où se rejoignent les préoccupations d'ordre humanitaire et les aspects nouveaux des relations internationales contemporaines, j'ai pris des initiatives qui tendent à réactiver notre politique extérieure.

Le jour de votre entrée en fonction
 1) D'abord, la question des "droits de l'homme" : j'ai *gué,*
 instruit - par une note datée du 1er février déjà - les services du Département politique fédéral de "me faire rapport sur la possibilité, pour notre pays, d'intensifier son action en faveur de la défense des droits de l'homme".

Ce rapport me parviendra incessamment. Je n'en attends rien de révolutionnaire; mais ses conclusions, une fois mises en oeuvre, permettront du moins de rendre plus efficace l'action de notre pays en faveur des droits de l'homme dans les diverses enceintes internationales et sur le plan bilatéral. Dans ce contexte, j'ai pris connaissance des résultats des premiers sondages entrepris dans la question de la "convention sur les détenus politiques", la fameuse "motion Schmid". Il s'agira essentiellement, pour la Suisse, de s'associer aux efforts déjà engagés à cette fin, dans diverses organisations internationales, et qui se heurtent malheureusement aux obstacles que vous connaissez, tels que souveraineté nationale absolue (qui interdit toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat concerné), refus des règles démocratiques, sadisme des Etats, etc. Mais nous persévérons. Je signale, en passant, que, pour la première fois, cette année, la Suisse a pris part aux travaux d'une sous-commission des Nations Unies sur les droits de l'homme.

2) Deuxième sujet à la fois hautement politique et hautement humanitaire : le désarmement. J'estime, ^{Il est} ~~en effet~~, nécessaire pour notre pays de renouer avec sa grande tradition, qui est d'agir, sans compromettre sa sécurité, pour limiter le niveau des armements dans le monde. Du temps où nous étions membres de la Société des Nations, nous participions aux conférences qui avaient le désarmement pour objet. Certes, il est facile de tourner ce thème en dérision. Pourtant, qui songerait à nier l'extrême péril où nous met la course aux armements - l'immense et désespérant gaspillage que cela représente dans un monde à moitié affamé ? Qui pourrait prétendre que la Suisse n'a rien à dire sur un tel sujet ? Un Suisse, avant moi, l'a affirmé : le Conseiller fédéral Giuseppe Motta, dans le discours qu'il a prononcé, le 16 février 1932, à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements :

"Notre peuple (...) a renoncé pour toujours à porter les armes contre l'étranger, si ce n'est pour sa défense. Si la Société des Nations a choisi Genève pour siège, c'est qu'elle a senti combien la neutralité suisse, instrument et engagement de paix, se conciliait avec les fins supérieures de la vie internationale. Pour le Suisse qui a vraiment compris le sens et la vocation de son Etat, les mots "patrie" et "humanité" rendent deux sons en pleine harmonie."

J'estime que la voix de la Suisse ~~doit se faire entendre~~, d'une façon ou d'une autre, au cours de la session spéciale que tiendra l'Assemblée générale des Nations Unies, dès le 23 mai prochain, et qui sera précisément consacrée au désarmement.

- 6 -

Pour marquer l'importance que j'attache à cette question, j'ai chargé un des hauts fonctionnaires du Département politique, avec rang d'ambassadeur, ~~de~~ d'établir un rapport spécial sur toutes les questions spécifiques relatives au désarmement.

J'^{ai}aurai l'honnêteté de vous dire que je n'innove pas en la matière. Le Département politique s'est toujours tenu au courant des multiples discussions en cours à ce sujet. Mais j'entends donner un degré élevé de priorité à l'affaire du désarmement, de manière à être en mesure de suivre les progrès en la matière et de fixer la contribution que la Suisse peut ^{doit} y apporter.

J'ai tenu à vous parler de ces deux objets - "droits de l'homme" et "désarmement" - parce que je compte leur vouer une attention toute particulière dans le cadre de notre diplomatie. Je pourrais y ajouter, bien entendu, et c'est notre souci fondamental, la question de la "coopération au développement". Symboliquement, je relèverai en passant que le premier message qu'il m'a été donné de défendre devant une des Chambres, en l'occurrence le Conseil des Etats, avait précisément trait à l'ouverture d'un crédit de 735 millions de francs pour notre politique ^{d'aide au} de développement. Là, j'entends mettre personnellement la main à la pâte et suivre de près ce développement. J'ai déjà eu à m'occuper des instructions à donner à notre délégation au Comité plénier de l'ONU, dont nous sommes membres, et qui poursuit sur une beaucoup plus large échelle le "dialogue Nord-Sud" entamé à Paris entre vingt-sept pays industrialisés et en développement. J'ai eu également l'occasion de m'entretenir de développement avec le Ministre du Plan de la Haute-Volta (là encore, autre symbole que je veux souligner, c'est la première personnalité, membre d'un gouvernement que

- 7 -

j'ai reçue dans mon bureau), avec Pierre Mendès-France et Willy Brandt, que j'ai invités à dîner au Mont-Pèlerin, le 10 mars dernier, à l'occasion de la réunion de la "Commission Brandt", chargée de redéfinir les termes du "dialogue Nord-Sud" (repas réunissant, outre Willy Brandt et Pierre Mendès-France : Messieurs Olof Palme, Edward Heath, ^{Adan} Yaakov Malik et d'autres personnalités de tout premier plan, ayant, toutes, occupé un poste de Premier Ministre ou de Chef de gouvernement).

J'ai essayé de vous décrire, anecdotiquement (parce que l'horloge me l'impose), quels sont les temps forts dont j'entends marquer mon activité au Département politique. Je n'ai pas encore examiné tous les problèmes qui se posent à nous, ni sur le plan politique, ni sur le plan administratif. J'essaie de me donner "cent jours" pour faire un premier bilan, il m'en reste encore un quart et je ne puis vous livrer que des impressions provisoires. En revanche, ce dont je peux vous assurer, c'est de la conviction profonde qui guide mon action. Je crois que le monde traverse une crise durable et grave, où tout est remis en question - que ce soient les équilibres géo-stratégiques, les rappports entre pays développés et en développement, les implications de la production d'énergie, de blé, de la croissance pour les relations des hommes entre eux et des hommes avec la nature.

C'est en ces termes que se pose aujourd'hui la question fondamentale, celle de la survie des sociétés, celle de la guerre ou de la paix.

Je suis intimement et viscéralement convaincu que la Suisse a une vocation ardente et naturelle de se battre pour la Paix; dans un environnement en mutation complète, elle doit adapter ses moyens aux objectifs poursuivis. Elle ne peut

- 8 -

plus se contenter de solutions strictement juridiques, de projets qui reflètent notre seul intérêt; elle doit contribuer à élaborer des solutions empreintes de l'esprit du temps et adéquates aux problèmes concrets, à l'interpellation permanente des mondes nouveaux qui s'éveillent sur la planète, ce qui m'a fait prévoir, dès janvier 1979, une série de contacts avec des pays et des peuples d'Afrique, d'Amérique et d'Asie où nous devons porter à la fois notre effort de présence et notre offre de disponibilité.

Ces échanges ne peuvent qu'être bénéfiques à tous ceux qui y seront impliqués : les peuples occidentaux, plus attachés à l'ordre qu'au changement, doivent comprendre l'exigence profonde et justifiée des peuples qui désirent modifier les rapports de force, les équilibres qui reflètent des structures dépassées. Les Etats nouveaux doivent, à leur tour, admettre que le besoin de sécurité et d'ordre social qu'éprouvent des pays de l'ère industrielle ne sont pas illégitimes, ni excessifs.

C'est ce message que la Suisse a la vocation de présenter aux uns et aux autres; dans cette tâche, chers camarades du Parti neuchâtelois, j'ai besoin de vos encouragements, de votre soutien permanent.

Vous ne vous rendez pas compte à quels obstacles les idées bien raisonnables, bien modérées, bien suisses que je viens de vous exposer peuvent se heurter ! Quelles barrières psychologiques, granitiques, épaisses comme le réduit national se dressent devant celui qui veut, sans rien bousculer, nous mettre aux prises avec les vrais problèmes de ce temps, les vraies échéances qui guettent ce pays.

- 9 -

Vous pouvez m'aider en m'apportant votre appui, vos suggestions et en démontrant que le Parti socialiste neuchâtelois fait sienne l'action de son conseiller fédéral, que l'on comprend, ici à Couvet, dans tout le pays d'En-bas, comme dans les Montagnes, que l'avenir de la Suisse se joue dans la solidarité active.